

Assistance et rapatriement pour le personnel d’Inria en France et à l’étranger

Passé selon procédure adapté (MAPA) et soumise aux dispositions des articles L2123- 1, R2123-1, 1° et R2131-12, 1° du code de la commande publique.

Procédure N°NAT0382025

Marchés n°2025-1145

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :
Le vendredi 18 juillet 2025 à 12h00

Code CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)

Code CPV Principal
66510000-8 – « Services d’assurance »

ARTICLE 1 - Définitions et obligations générales des parties contractantes

→ Définitions

- la « personne publique » contractante est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec son titulaire ;
- le « titulaire » est le fournisseur, ou le prestataire de services, qui conclut le marché avec la personne publique ;
- le « représentant légal de la personne publique », est la personne physique que la personne publique désigne pour la représenter dans l'exécution du marché.

→ Titulaire

Le titulaire peut désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant légal de la personne publique pour l'exécution de celui-ci.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au représentant légal de la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- à son capital social ;
- et généralement toutes les modifications importantes ayant trait au fonctionnement de l'entreprise.

ARTICLE 2 – Objet, procédure et durée du marché public

La présente consultation a pour objet la souscription d'un contrat d'assurance pour l'assistance et le rapatriement du personnel d'Inria dans le cadre de leurs déplacements professionnels, en France et à l'étranger.

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, la dévolution de ces prestations en lots séparés rendrait techniquement plus difficile leur exécution. Ce marché n'est donc pas alloté.

Compte tenu de ses caractéristiques, la présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la Commande Publique car le besoin est inférieur aux seuils européens de procédure formalisée.

En application des articles L2125-1 et R2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé sans montant minimum de commandes et avec un montant maximum de commandes de 130 000€ HT sur la durée totale du marché.

Le marché prendra effet à compter du 01/01/2026 pour une durée de 4 ans ferme.

ARTICLE 3 - Pièces contractuelles

→ **Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché, sans les suivantes, par ordre décroissant de priorité :**

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- l'acte d'engagement ;
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) instauré par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les engagements du candidat sur le critère de gestion ;
- les bons de commande émis en application de l'accord-cadre ;
- les éventuelles conditions générales / conventions spéciales du titulaire.

Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

→ **Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché :**

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par des avenants et/ou des actes spéciaux, après concertation entre la personne publique et le titulaire.

ARTICLE 4 - Contenu et caractère des prix

→ **Contenu des prix :**

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

→ **Détermination des prix de règlement :**

Les prix sont réputés fermes sauf dans les cas de figure mentionnés ci-après :

- lorsqu'une modification de l'assiette de cotisation est mentionnée par la personne publique;
- lorsque les documents de la consultation prévoient une convention d'indexation automatique du contrat ou que le titulaire mentionne une indexation en la détaillant dans ses observations remises lors de la consultation.

Lorsque le marché prévoit que le prix à payer résulte de l'application d'une disposition réglementaire, d'un barème, d'un tarif, d'un cours, d'une mercuriale, d'un index ou de tout autre élément établi en dehors du contrat, sans précision de date, l'élément à prendre en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du bon de commande pour les marchés à commandes ou de clientèle et, pour les autres marchés, le jour de la livraison ou de l'exécution du service. Toutefois, pour ces autres marchés, le jour à prendre en considération ne peut être postérieur à l'expiration du délai contractuel d'exécution.

→ **Augmentation du taux de cotisation en cas d'aggravation du risque :**

Le titulaire qui envisagerait une augmentation des taux de cotisation en raison d'une aggravation du risque assuré (hors convention d'indexation automatique du contrat), devrait en informer la personne publique souscriptrice par lettre recommandée avec accusé de réception quatre mois avant la date d'échéance du contrat. Dans ce délai, la personne publique pourrait alors résilier son contrat à l'échéance principale.

Le titulaire doit accompagner sa proposition des éléments de justification de l'aggravation du risque. A défaut, le titulaire est forclos à demander une augmentation des taux de cotisation.

ARTICLE 5 - Modalités de règlement du marché

→ **Remise de la facture :**

Aux échéances de paiement fixées au cahier des clauses techniques particulières, le titulaire dépose électroniquement sur le portail Chorus-Pro une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes ; il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.

Portail d'envoi des factures :

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture.

L'envoi des factures se fait sous format électronique, conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le dépôt se fait exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Portail Pro à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il s'agit d'une solution informatique gratuite et sécurisée de l'Etat mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

Lors du dépôt de votre facture sur le portail Chorus Pro, les deux contrôles s'effectuent sur le SIRET d'Inria et le numéro d'engagement (ou bon de commande). Il n'est pas demandé de numéro de service.

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Quel que soit le mode de transmission de vos factures, celles-ci doivent comporter impérativement (sous peine de rejet) les informations suivantes :

- o Le numéro de SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013
- o Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande Inria

- o L'IBAN (non pas le RIB)
- o Les références du présent marché (numéro et date) ;
- o Le n° d'engagement juridique (EJ) annuel ;
- o La période relative à la facturation ;
- o La quantité consommée consommés ;
- o Le prix unitaire du marché ;
- o Les montants totaux HT ;
- o Les taux et montant des taxes en vigueur selon les différents taux d'imposition en vigueur) ;
- o Les montants TTC ;
- o Les références bancaires.

· Les mentions obligatoires des factures que vous trouverez à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31808>

Il est impératif de référencer chaque facture à une et une seule référence d'engagement (commande). Les factures multi-commandes sont interdites.

Vous trouverez toutes les informations utiles sur l'envoi des factures à l'adresse suivante : <https://www.inria.fr/informations-pratiques/depot-de-factures-en-ligne>

Point de contact :

Pour répondre à toutes questions relatives au paiement de vos factures, le service des dépenses est votre interlocuteur unique pour traiter les demandes d'informations relatives au traitement de vos factures :

- par mail : sd-fournisseurs@inria.fr
- par courrier :

Inria
DAFP - Service des Dépenses – Bâtiment 8
Domaine de Voluceau – Rocquencourt BP 105
78153 Le Chesnay cedex France"

➔ **Modalités de paiement :**

Les prestations objet du présent marché seront réglées annuellement, terme à échoir.
L'échéance annuelle est fixée au 01/01.

Il est convenu que la prime TTC est basée sur les missions 2024. INRIA déclarera le nombre effectif de mission l'année suivante (maximum 2 mois après le 01/01) pour réaliser une régularisation de prime en plus ou en moins.

→ **Acceptation de la facture par le représentant légal de la personne publique:**

Le représentant légal de la personne publique ou toute autre personne désignée à cet effet accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités, les primes et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le représentant légal de la personne publique ou toute autre personne désignée à cet effet. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant. Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, pour la partie de la prestation exécutée, et que le représentant légal de la personne publique ou tout autre personne désignée à cet effet devra faire régler à ce sous-traitant.

→ **Retard administratif du paiement des cotisations :**

Les cotisations du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des cotisations est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris le vote des dépenses).

→ **Modalités de résiliation du marché :**

Le contrat est résiliable annuellement par les deux parties sous préavis de 4 mois avant l'échéance.

En cas de résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes restantes dues par le titulaire sont immédiatement exigibles.

Outre les conditions de résiliation indiquées au CCTP (le cas échéant), le marché peut être résilié dans les cas prévus au chapitre VII du CCAG-FCS (pour événement extérieur au marché, pour événements liés au marché, pour faute du Titulaire).

→ **Résiliation en cas d'augmentation de prime :**

En cas d'augmentation du taux de prime, intervenant en dehors de toute modification des risques assurés, Inria dispose de la faculté de résilier le contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai minimum de QUATRE MOIS à compter de la date d'échéance du contrat. Le souscripteur sera redevable d'une portion de cotisation calculée au prorata pour la période comprise entre la date d'échéance et la date de prise d'effet de la résiliation, sur la base du tarif précédemment en vigueur.

ARTICLE 6 – Modification du marché public

Ce marché pourra faire l'objet de modifications, dans les conditions :

- Des articles L.2194-1 à L.2194-3 du Code de la Commande Publique.
- Des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 7 – Différends et litiges

La personne publique et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et la personne publique doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à la personne publique dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. La personne publique dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Cette décision doit, sous peine de forclusion, être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 8 – ANNEXES

Annexe 1 – RGPD

Annexe 2 – Confidentialité

ARTICLE 9 – DEROGATIONS AU CCAG

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.